

Me. Joe Issa El-Khoury
Conseiller Économique et Financier

Je vais parler de deux trinités: l'une essentielle, requise et l'autre impossible et contre nature. Je vais élaborer sur ces deux notions pour essayer de savoir comment le Liban a fait l'opposé de ce qui devait être fait au niveau financier et économique durant les trente dernières années.

I- La trinité requise

La trinité a trois piliers qui ont trait au développement social et économique de tout pays. Tout pays se doit d'avoir une politique économique secondée par une politique fiscale et arbitrée par une politique monétaire. La politique économique mise en place par le ministère de l'économie en coordination avec les autres ministères, se base sur les notions compétitives du pays pour pouvoir déceler les avantages au niveau éducation, climat, positionnement géographique. Sur cette base on arrive à définir le secteur de l'industrie qui devrait être développé et promu. La politique fiscale prend en compte les avantages compétitifs du pays et met en place un cadre pour inciter les investisseurs. C'est bien le rôle essentiel du gouvernement de financer ou d'accorder des subventions aux investisseurs tels les prêts bonifiés selon lesquels l'État paie les cotisations à chaque fois qu'une société embauche un ouvrier, ou rembourser une partie des taxes à l'export etc... Le rôle de la politique monétaire serait de freiner dans l'évolution économique une certaine inflation en haussant les taux d'intérêt, en retirant la liquidité du marché, et/ou dans le cas d'une récession essayer de stimuler l'économie en baissant les taux et en donnant de la liquidité.

1-L'absence de politique économique

Au Liban, depuis la fin de la guerre, aucun gouvernement ne s'est donné la peine de dresser une politique économique. Ce qui se

passait c'est qu'en étudiant un certain budget, le premier ministre demandait au ministre des finances lui disant: dans le budget, il y a un trou de 1 milliard de dollars, il nous les faut, et le ministre exécute en haussant les taxes quelque part, en imposant une taxe sur les tickets de voyage, ne tenant pas en compte les conséquences sur l'économie. Donc les budgets se faisaient indépendamment des conséquences sur l'économie du pays parce qu'il n'y avait pas de politique économique.

2- Le plan Mackenzie

La seule fois où le Liban a réussi à dresser une politique économique c'était via le plan Mackenzie qui a identifié des industries dans lesquelles le Liban pourrait avoir un atout et qu'il faudrait cultiver. Certaines régions telle la Békaa, la culture du sol est convenable pour certaines plantes, le hashish médicinal, qui pourrait être vendu à des sociétés multinationales dans le secteur pharmaceutique et qui pourrait amener au pays des centaines de milliers de dollars. La politique économique dans ce cas doit offrir aux investisseurs des avantages fiscaux s'ils investissent dans ce domaine.

3-Le vide politique

Depuis trente ans jusqu'à nos jours, c'était la banque centrale qui a pris l'initiative de combler le vide politique, en prenant des mesures pour stimuler l'économie. Deux événements ont permis au secteur bancaire d'avoir un excédent en liquidité: la sortie de l'armée syrienne du pays en 2005-2006; cette période jusqu'en 2011 a connu une hausse dans le secteur immobilier, parce qu'après la sortie de l'armée syrienne, nombre de libanais ont rapatrié leur argent pour acheter de l'immobilier. Un autre événement en 2008-2009, la crise financière internationale, les taux d'intérêt ont chuté dans le monde, les libanais et des étrangers ont envoyé leur argent au Liban, les banques libanaises ayant payé entre 3 et 4% d'intérêt contre 1|2 ailleurs pour les dépôts en dollars. On se retrouve donc en 2010 avec un secteur bancaire qui a un excédent de 32 ou 34 milliards de dollars. Comme le gouvernement ne prenait pas acte, la BDL a émis

des circulaires pour stimuler l'économie: circulaire qui a baissé les réserves légales des banques de 15% à 11%, demandant aux banques de fournir la différence à 4 secteurs: l'immobilier, le tourisme, l'industrie et l'agriculture. Le but était de stimuler ces 4 secteurs. La 2ème circulaire concernait les prêts bonifiés subventionnés de la coopérative de l'habitat. La troisième circulaire concernait le capital risque « venture capital ». La banque centrale jouait un rôle qui n'était pas le sien, garantissant 70% dans des investissements dans un capital risque. Le gouvernement peut le faire, mais ce n'est pas le rôle de la banque centrale. Son rôle n'est autre que monétaire. Mais, la dame nature n'aime pas le vide.

II- La trinité impossible

La trinité impossible ou contre nature a avoir à faire avec trois choses qui ne peuvent pas se faire en même temps.

1-Le libre transfert des capitaux. 2- La politique monétaire indépendante. 3-Une parité de change fixe.

Au Liban, depuis 1997, nous pratiquons les trois en même temps. Tous les pays qu'ils l'ont fait, ont fini par craquer. Donc le libre transfert de capitaux couplé avec une politique monétaire indépendante et une parité de change fixe, constitue une trinité impossible d'exister. On peut choisir n'importe un couple des deux, mais jamais les trois ensemble.

1- La révolte des juges

Je crois qu'il faut refaçonner le corps judiciaire dans ce pays. À quand la révolte des juges. C'est au juge de refuser les demandes des politiciens.

2- La réforme politique

Notre système politique n'a fait que générer des crises et des guerres, de l'insécurité et de la corruption. Il est temps de penser au changement du système politique.